

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?537-les-premisses-du-mouvement-grec>



Les prémisses du mouvement grec

- Nos textes - Analyses -



Date de mise en ligne : vendredi 7 octobre 2011

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°18 « Le mouvement grec pour la démocratie directe - Le mouvement des places » du printemps 2011 dans la crise mondiale, première partie.

Elle est en vente pour 2Euros [dans nos librairies](#). Son achat permet notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Il est également possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

[index.php?action=image_responsive&img=IMG/jpg/vignette - MouvementGrecDemocratieDirectePremierePartie-3.jpg&taille=100&1621969978](http://index.php?action=image_responsive&img=IMG/jpg/vignette_-_MouvementGrecDemocratieDirectePremierePartie-3.jpg&taille=100&1621969978)

Elle est constituée des documents suivants :

- [Introduction générale : Entrée en période troublée](#)
- [Considérations sur la Grèce moderne \(C. Castoriadis\)](#)
- Les prémisses du mouvement. 2008 - 2011 : La lente montée de l'exaspération sociale, Ci-dessous...
- [Récit d'un participant sur la place Syntagma](#)
- [Les assemblées générales de Syntagma : Structure et fonctionnement](#)
- [Le mouvement des places en Grèce : Les réalités grecques aux prises avec les exigences de la démocratie directe](#)
- [« Nous sommes à un stade embryonnaire de la démocratie directe »](#)

Cette brochure a donné lieu à [une réunion publique dont le compte-rendu est en ligne](#) et publié [dans la brochure 18bis](#)

Les prémisses du mouvement

De la montée de l'exaspération sociale au mouvement des Places

Décembre 2008 - septembre 2011

6 décembre 2008. Dans un contexte de tension entre la police et les anar-chistes qui contrôlent le quartier

d'Exarcheia, au centre-ville d'Athènes, un jeune de quinze ans issu d'une famille moyenne est assassiné par un policier. De graves émeutes éclatent partout dans le pays. Des affrontements violents ont lieu avec la police, des pillages, des incendies de banques, de magasins et de quelques bâtiments publics. Jusque dans des petites villes de province, des adolescents s'en prennent à des commissariats. Des facultés du centre d'Athènes sont occupées durant une vingtaine de jours. Parmi ceux qui manifestent et affrontent la police, il y a des gens de tous âges, des syndicalistes, des militants de gauche, des casseurs du Black Block, des immigrés, des lycéens, des ultras, des étudiants, etc. Les violences durent une semaine environ et débouchent sur une vague de contestation sociale. Les jours suivants, dans plusieurs quartiers d'Athènes, les habitants envahissent des mairies et en font des lieux d'assemblée générale. Le bâtiment central de la GSEE (Confédération générale des Travailleurs grecs) est également occupé pendant une semaine. Des actions similaires ont lieu dans plusieurs villes de province.

Malgré leur caractère nihiliste, les émeutes de décembre mettent sur la place publique les questions du système scolaire, de la crise et du destin de la société grecque moderne, du discrédit du système politique. La question d'une mobilisation autonome de la population est aussi posée : en opposition ouverte avec les bureaucraties d'extrême gauche, celle-ci cherche par endroits à se réapproprier l'espace public. On retrouvera certains de ces éléments lors du mouvement des Places.

Janvier 2009. Les habitants d'Exarcheia envahissent un ancien parking, en retirent l'asphalte, plantent des fleurs et des arbres, se battent contre la ré-pression et les tentatives de l'Etat de les en empêcher et le transforment en un espace vert. Un peu plus loin, dans le quartier populaire de Patisia, la mairie d'Athènes décide de transformer un petit parc en parking souterrain. Jouant sur l'effet de surprise, elle entreprend un matin d'abattre les arbres. Les habitants réagissent instantanément mais ne parviennent pas à les sauver. Mais ils envahissent le parc et réussissent, après quelques mois de lutte et d'affrontements avec les MAT (l'équivalent grec des CRS), à faire annuler les plans du maire. Dans ces deux cas, des assemblées générales se constituent spontanément, dans lesquelles tout le monde a droit à la parole, et où les décisions sont prises à la majorité. Les bureaucrates et autres noyauteurs ne manquent bien évidemment pas. Dans le cas du parc de Patisia par exemple leur action, combinée avec les manipulations des bureaucrates anarchistes d'un squat voisin (qui sont parvenus à changer le jour et l'heure des AG, rendant ainsi difficile la participation de ceux qui travaillent), finit par décourager les habitants. Mais la tâche des noyauteurs n'a jamais été facile : il y avait de la part des gens une volonté de les écarter.

Octobre 2009. Le PASOK (PS grec) de Papandréou emporte les élections législatives. La crise financière mondiale n'a pas encore atteint la Grèce, mais les signes sont déjà là, pour qui veut bien les voir. Quelques jours après les élections, la spéculation sur la dette grecque commence dans les Bourses du monde entier. Dans le même temps, le gouvernement et les médias s'efforcent de faire accepter au peuple les décisions qui seront prises plus tard. Jusqu'en mai 2010, une dizaine de journées de grève générale ont lieu, avec des manifestations assez importantes et parfois violentes.

5 Mai 2010. Journée de grève générale et de manifestations massives. Lors de la manifestation, des affrontements légers ont lieu avec la police. Quand les manifestants arrivent sur la place Syntagma, ils tentent à plusieurs reprises d'envahir le Parlement et sont refoulés par les MAT. Mais au même moment, un incendie dans une banque sur la rue Stadiou (causé probablement par une attaque des casseurs -dans les rangs desquels il y a aussi des policiers en civil), près de Syntagma, cause la mort par asphyxie de trois employés - parmi lesquels une femme enceinte - qui étaient à leurs postes (d'habitude, lors de grandes manifestations au centre d'Athènes, les banques et les magasins ferment par crainte d'incidents). La manifestation est dispersée. L'événement a un impact très négatif sur la suite de la mobilisation et engendre un recul. Quelques jours plus tard, le gouvernement signe le premier accord avec le FMI, la BCE et la Commission européenne (1).

Octobre 2010-Avril 2011

- Des citoyens, gauchistes dans leur majorité, constituent des comités de lutte appelés « Je ne paie pas ». Ils

revendiquent la gratuité des transports publics et l'abolition des péages. Ils reçoivent un soutien important de la population.

- Dans la région de Keratea, proche d'Athènes, le gouvernement projette de construire une installation d'enfouissement des déchets. Les habitants s'affrontent à la police pendant cent vingt jours. Ils tirent même au fusil sur les camions des forces de l'ordre, soutenus par plusieurs anarchistes qui participent aux affrontements. Finalement, le gouvernement recule provi-soirement.
- Quelques jours de grève générale ont lieu, et quelques manifestations re-lativement importantes brutalement réprimés par la police. Les soulève-ments arabes relancent un peu la mobilisation. Lors de la journée de grèves et de manifestations du 23 février à l'appel de la gauche réformiste, quelques manifestants se rassemblent sur la place Syntagma, occupent le lieu pour quelque temps, discutent entre eux. L'idée était lancée d'organi-ser « notre propre place Tahrir ».

Mai 2011

- Lors d'une manifestation dans le centre d'Athènes, la police s'en prend violemment - et à dessein - au cortège de « l'assemblée de résistance et de solidarité de Patisia-Kypseli, » dans lequel défilent des membres de l'as-semblée du parc de Patisia. Les manifestants sont pacifiques et bien évi-demment sans armes. Plusieurs sont gravement blessés. Un homme de trente ans qui a reçu des coups de matraques sur la tête doit subir une opé-ration et passer plusieurs jours en soins intensifs. Le jour même (et le len-demain), dans un autre quartier d'Athènes, une protestation est organi-sée contre le vol et le meurtre d'un Grec deux jours plus tôt. L'acte est im-puté par les médias à des immigrés. Au cours de la protestation, des néo-nazis du groupe Aube dorée attaquent à coups de couteau plus de quinze immi-gré sans que la police s'interpose vraiment.
- Quelques étudiants espagnols - membres du mouvement espagnol De-mocracia real ya ! - et grecs commencent à organiser des rassemblements et des assemblées générales place Thisio, sur l'Acropole, près de Syntag-ma.
- **25-26 mai.** Suite à un appel lancé via les réseaux sociaux, des milliers de gens se rassemblent sur la place Syntagma. Les premières séances de l'AG ont lieu. Vote de la première résolution, qui lance le slogan de « Démocra-tie directe maintenant ! Egalité, Justice, Dignité. Le seul combat perdu d'avance est celui qui n'est jamais mené » (2).
- Le mouvement se propage dans toute la Grèce. Des AG ont lieu sur les places de toutes les villes principales du pays mais aussi sur celles de pe-tites villes « calmes », qui n'ont aucune tradition d'agitation politique. C'est un phénomène nouveau, inauguré avec la révolte de Décembre 2008.
- De grands rassemblements ont lieu quatre samedis consécutifs, du 22 mai au 12 juin, dans le cadre des appels paneuropéens. Le 29 mai et le 5 juin, la foule autour de la place Syntagma dépasse les cent mille personnes, atteignant même 300.000 : chiffres assez impressionnants pour la Grèce. Il s'agit de rassemblements très médiatisées qui attirent des gens de toutes conditions et orientations politiques, ainsi qu'un nombre important de gens apolitiques.

Juin 2011

- Le **15 juin** était prévu le vote du Programme de Moyen Terme (c'est-à-dire du nouveau paquet de mesures d'austérité). Journée de grève générale et de manifestations. L'AG de Syntagma a décidé l'encerclement du Parle-ment. Le gouvernement, redoutant des réactions sociales, repousse le vote pour la fin du mois. Toutefois, l'AG de la place décide de ne pas an-nuler le projet d'encerclement, qui prendra une valeur symbolique. Plu-sieurs AG locales arrivent en cortège de divers quartiers athéniens aux points de blo-cage choisis en accord

avec l'AG de Syntagma. Des affrontements avec les MAT commencent dès le matin. Le peu de députés qui viennent au Parlement sont molestés. Les gens érigent des barricades alors que les MAT attaquent la place Syntagma. La grande masse des manifestants se rassemble autour de la place, aux diverses barricades, en attendant que la police quitte Syntagma. A la fin de l'après-midi la place est de nouveau occupée par la foule. Selon des rumeurs, le Premier ministre est sur le point de démissionner, à cause du discrédit du gouvernement. Pourtant, après quelques heures de conciliabules, il annonce qu'il va demander un vote d'approbation par le Parlement. Il parvient à l'obtenir quelques jours après, ce qui lui permet de rester en poste. Le journaliste M. Kypraios devient sourd à cause des grenades flashbang lancées par les MAT pour disperser les manifestants.

- **17 juin.** Journée de délibération publique sur la démocratie directe. Cette conférence publique organisée sur la place Syntagma attire un public de 8.000 personnes à peu près. Discussion et interventions du public pendant plus de trois heures. Le débat porte sur la différence entre la position « réformiste » social-démocrate (notre but c'est la démocratisation du régime politique en place) et la position « radicale » (nous revendiquons la démocratie directe en tant que projet de société global).
- **28-29 juin.** Journées de grève générale de 48 heures. Grosses manifestations et nouvelle tentative d'encerclement du Parlement : le 29 est la date du vote du Programme de Moyen Terme. L'encerclement est organisé de la même façon que celui du 15 juin, à la seule exception que cette fois le rassemblement est censé être panhellénique. En effet, des gens sont venus de plusieurs villes grecs pour renforcer les points de blocage. Mais la participation de la population n'est pas à la hauteur de l'événement. Il y a bien des barricades et des affrontements avec les MAT, mais finalement, les députés réussissent à accéder au Parlement. La police en aide certains à passer par le Jardin botanique contigu au bâtiment de l'Assemblée Nationale. A peine les nouvelles mesures votées, la police opère une attaque générale contre la place Syntagma. Les gens tiennent bon et luttent contre les forces de l'ordre avec une détermination exemplaire. Mais la répression est brutale : les MAT jettent des gaz lacrymogènes jusqu'à l'intérieur de la station de métro de Syntagma, où les gens vont se réfugier. Les affrontements sur et autour de la place Syntagma durent pendant plusieurs heures et la répression se poursuit autour de l'Acropole. Les hôpitaux recueillent environ 500 blessés.

Juillet 2011

- La participation aux AG et aux diverses Commissions de Syntagma commence à diminuer. Pour beaucoup de gens, le but ultime des mobilisations était d'empêcher le vote des nouvelles mesures. Mais les AG et les Commissions continuent à se dérouler d'une manière régulière.
- **21 juillet.** accords de Bruxelles. L'AG de la place Syntagma se prononce contre les nouvelles mesures (comme les privatisations). Elle avait déjà averti (3) les possibles investisseurs que le peuple annulera toute acquisition de propriété publique grecque.
- **24 juillet.** Vote de la résolution qui propose de lancer un appel pour le 3 septembre, censé marquer l'« intensification de la lutte », en comptant sur le poids symbolique de cette date.
- **29 juillet.** La police évacue la place sur ordre du procureur, qui s'appuie sur une loi interdisant le camping sauvage... Brutalités des MAT. Le campement (tentes, banderoles, ordinateurs, équipement technique, haut-parleurs, etc.) est totalement détruit pour la première fois, puisque toutes les autres fois où la police avait attaqué la place, elle s'était bornée à chasser les manifestants, en laissant le campement à peu près intact.

Août 2011

- **1e août.** Manifestation devant la mairie d'Athènes afin de protester contre l'évacuation. Même sans les tentes et le campement, l'AG et les Commissions de la place Syntagma continuent à avoir lieu comme avant.

Les prémisses du mouvement grec

- La plupart des gens commencent à quitter la place pour partir en va-cances. Le nombre de participants à l'AG centrale et aux diverses Commissions diminue considérablement. L'AG n'a plus lieu tous les jours, contrairement aux Commissions qui continuent de fonctionner sur une base quotidienne.
- La partie la plus vivante de la place est la Commission de Démocratie directe, créée début juillet par des gens qui ont quitté la Commission de Politique à cause des tentatives de noyautage de la part d'une coalition de groupuscules gauchistes (trotskystes et maoïstes).
- Proposition d'organiser une rencontre paneuropéenne à Syntagma. Débat sur la proposition de certains gauchistes de quitter la place à cause du peu de participation - et d'y revenir début septembre. Nous approuvons le fait qu'il faille préparer la « rentrée » du 3 septembre.
- **21 août.** Conférence ouverte sur les modifications qu'apportera aux universités la nouvelle loi que le gouvernement s'apprête à voter (elle le sera le 24 août). Ce sujet préoccupe énormément toutes les organisations gauchistes, dont les enseignants et les étudiants constituent la base sociale. Les participants invités à prendre la parole pendant la conférence ouverte sont choisis en coulisses par les gauchistes. Les gens de la Commission de Démocratie directe dénoncent ces agissements lors de la discussion publique, en mettant aussi en question leur approche strictement sociale-démocrate et syndicaliste de la question de l'éducation.
- **24 août.** Vote de la loi sur l'éducation supérieure. L'immunité académique (le fameux « asile » qui interdisait à la police d'entrer dans les campus universitaires) est abolie et le mode de fonctionnement et de direction des universités change drastiquement. Ces réformes sont ouvertement néolibérales : établissement de managers et d'autres agents « non académiques » aux conseils d'administration des facultés, intensification des programmes d'études, réduction du nombre de manuels distribués gratuitement aux étudiants, etc.

Septembre 2011

- 3 septembre. Appel au rassemblement censé marquer la reprise des mobilisations. Beaucoup de gens reviennent à la place Syntagma, et, pour la première fois depuis près d'un mois, le niveau de participation est comparable à celui de juillet. La police réprime brutalement : le gouvernement veut éviter toute reprise du mouvement. Chaque fois que les gens essaient de bloquer l'avenue Amalias, l'artère qui sépare la place des jardins du Parlement, la police les repousse à coups de matraque.
 - L'AG continue à avoir lieu, même si la participation ne suffit pas pour marquer la reprise « officielle » des mobilisations. Parfois les MAT attaquent la place au moment où se déroule l'AG.
 - Premières occupations de facultés par les étudiants, qui veulent empêcher l'application de la nouvelle loi. Graduellement le nombre des facultés occupées atteint environ 300. Mais le mouvement étudiant reste contrôlé par les gauchistes et leur rhétorique sociale-démocrate/anti-néolibérale qui n'aborde en rien les questions essentielles concernant le rôle de l'éducation dans les sociétés contemporaines.
 - **10 septembre.** Grandes manifestations au centre de Thessalonique, comme chaque mois de septembre à l'occasion de l'Exposition internationale qui y a lieu. Le Premier ministre et les chefs de tous les partis parlementaires organisent chaque année une conférence de presse dans le cadre de leur visite à l'Exposition. Cette fois-ci, pendant la visite du Premier ministre, le centre d'expositions est encerclé par les manifestants (étudiants, indignés, syndicalistes, propriétaires de taxis⁵, certains ultras dont l'équipe fut déléguée, ainsi que les cortèges traditionnels des gauchistes et des anarchistes). Affrontements avec la police, même si la participation n'a pas été à la hauteur des circonstances.
 - Rassemblement de solidarité avec Syntagma qui subit la répression policière (attaque contre la place à coups de matraque).
-

Notes

1 Cet accord prévoit un prêt de 110 milliards d'euros à l'État grec (80 milliards de divers États membres de la zone euro, 30 du FMI). En contrepartie, les bailleurs de fonds exigent du gouvernement grec une série de mesures d'austérité : diminution des salaires (d'environ 15 %), baisse des pensions, recul de l'âge de la retraite, hausse de la TVA et d'autres impôts indirects. Par ailleurs, un plan de restriction budgétaire frappera les services publics (éducation, santé) et la protection sociale.

2 Cf. le texte de la Résolution en français : <http://real-democracy.gr/fr/votes/2...-tion-place-de> .

3Cf. la Résolution du 3 juillet (traduite en français) sur notre site.

4« Syntagma » signifie constitution en grec moderne. La place Syntagma (« Place de la Constitution ») a pris son nom des cris des manifestants du 3 septembre 1843, qui y étaient rassemblés devant ce qui était alors le palais royal (et est aujourd'hui le Parlement). Comme le précise la Résolution du 24 juillet de l'AG de Syntagma : *« A ce stade, il nous faut une date clé, une étape qui marque la poursuite et l'intensification de notre action. Le 3 septembre est une date symbolique, car elle rappelle l'échec de l'accomplissement des désirs du peuple pour la liberté et la dignité. Echecs et reculs survenus à cause des demi-mesures via lesquelles certains porte-parole de la colère et des aspirations du peuple lui ont imposé, d'une part, la Constitution de la monarchie constitutionnelle (3 septembre 1843), et d'autre part, les miettes de la social-démocratie (3 septembre 1974 [date de fondation officielle du PASOK]) et, finalement, l'instauration de l'oligarchie moderne [...] Le 3 septembre, nous en-tamerons une vaste consultation populaire pour établir ensemble les positions et les principes d'une démocratie directe qui nous réuniront tous. Dans ce but, nous lançons un appel public à un rassemblement vaste et massif sur la place de la Constitution et sur toutes les places du pays. Le 3 septembre, ne restez pas chez vous. A partir de dix-huit heures, rendez-vous sur la place de la Constitution et dans tous les quartiers d'Athènes. Tous dans la rue ! »* (cf. la traduction française du texte de la Résolution sur notre site : <http://www.magmaweb.fr/spip/spip.ph...>).

5 Catégorie jouissant d'un statut protégé accordé par la junte des Colonels. Ce statut va être aboli par une réforme gouvernementale visant à libéraliser les règles d'obtention du droit de posséder un taxi. Il faut noter qu'il s'agit des propriétaires et non des chauffeurs de taxis. Ces deux catégories ne correspondent pas toujours.